

**MARCHE DE TRAVAUX**  
**DE DESAMIANPAGE, DEMOLITION ET TERRASSEMENT**  
**DU RU MARIE CURIE a poitiers (86000)**

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES**

---

N° de marché : **25008**

---

<p><u>Pouvoir adjudicateur :</u> Madame la Directrice Générale CROUS de Poitiers - 15, rue Guillaume VII Le Troubadour – CS 80629 86 022 Poitiers cedex</p>
---

# Table des matières

<b>1. PRESCRIPTIONS GENERALES D'EXECUTION .....</b>	<b>3</b>
<b>1.1 OBJET DU MARCHE.....</b>	<b>3</b>
<b>1.2 DISPOSITIONS PARTICULIERES .....</b>	<b>3</b>
<b>1.3 PRISE DE POSSESSION DU CHANTIER .....</b>	<b>3</b>
<b>1.4 SECURITE ET PROTECTION.....</b>	<b>4</b>
<b>1.5 REALISATION DES TRAVAUX .....</b>	<b>4</b>
Pendant le chantier (Phase d'exécution).....	4
À la fin du chantier (Phase de réception) .....	5
<b>1.6 EXECUTION DES TRAVAUX .....</b>	<b>5</b>
<b>1.7 EMPLOI DES CHALUMEAUX ET ARCS ELECTRIQUES .....</b>	<b>10</b>
<b>1.8 GESTION ET VALORISATION DES DECHETS .....</b>	<b>10</b>
<b>2. DESCRIPTION DES TRAVAUX.....</b>	<b>10</b>
<b>2.1 INTERVENTIONS PRELIMINAIRES.....</b>	<b>10</b>
<b>2.2 PLAN DE CIRCULATION - STOCKAGE.....</b>	<b>11</b>
<b>2.3 CANALISATIONS ET BRANCHEMENTS DIVERS EXISTANTS .....</b>	<b>11</b>
<b>2.4 TRAVAUX DE DEPOSE ET D'EVACUATION DES MATERIAUX AMIANTES .....</b>	<b>12</b>
<b>2.5 DEMOLITION DES BATIMENTS ET TERRASSEMENT .....</b>	<b>12</b>
ANNEXE CCTP .....	14
Clause de Traçabilité Amiante et Plomb (Modèle) .....	14

# **1. PRESCRIPTIONS GENERALES D'EXECUTION**

## **1.1 OBJET DU MARCHE**

Le présent document a pour objet de définir les prestations incombant à la démolition du bâtiment dit Restaurant Universitaire Marie Curie – CROUS de Poitiers – 21 rue Jean Richard Bloch à Poitiers - et de permettre aux entreprises consultées d'établir leur proposition, sans restriction ni réserve, pour la démolition, le désamiantage et le terrassement du bâtiment.

Les travaux comprendront notamment :

- Désamiantage et déplombage
- Démolition et évacuation des déchets
- Terrassement

Ce marché de travaux est constitué d'un lot unique.

## **1.2 DISPOSITIONS PARTICULIERES**

Le déroulement du chantier fait l'objet d'une démarche de chantier à faibles nuisances relative à la cible 3 du référentiel HQE visée très performant par le maître d'ouvrage. Cette démarche est matérialisée dans la Charte de Chantier Propre.

Pendant toute la durée de l'opération, le titulaire assure le nettoyage des voiries hors emprise de l'opération. Ces voiries sont nettoyées sur une distance de 50 m de part et d'autre du point entrée/sortie du chantier.

Toutes les signalisations extérieures et les panneaux routiers sont dus par le titulaire.

Les démarches liées à l'obtention des autorisations administratives nécessaires au chantier avec les différents services publics, les autorisations des services de la Ville et concessionnaires sont à la charge du titulaire et incluses dans le coût des travaux.

## **1.3 PRISE DE POSSESSION DU CHANTIER**

Du fait de la remise de son offre, le titulaire est réputé s'être rendu sur les lieux du chantier pour connaître notamment les dispositions des lieux, les possibilités d'accès, les dispositions qu'il a à prendre, pour la mise en place de ses moyens de démolition, les servitudes dues à l'environnement, les contraintes liées aux accès et circulations piétons et véhicules aux abords de l'opération.

Pour les matériels lourds (camions, grue sur roue, etc.), le titulaire adapte son matériel aux possibilités d'accès et aux dimensions et capacité de charge des voiries existantes.

En conséquence, il n'est jamais alloué de supplément quelconque pour sujétions inhérentes à la prise de possession du chantier, pour adaptation et mise en conformité des matériels de levage, matériels de transport, etc., qui, bien que non précisées ou imparfaitement précisées aux documents contractuels, s'avèreraient nécessaires.

Compte-tenu de l'intervention en site urbain, le titulaire devra s'assurer de la présence et des emplacements des réseaux existants et canalisations. Aucune canalisation ou réseau existant rencontré au cours des travaux du présent lot ne devra être démolie sans qu'une enquête, réalisée par le titulaire à ses frais ait donné la certitude que la canalisation ou le réseau, ne fait pas partie d'installation présentant un caractère de propriété d'utilité publique ou privée. Tout préjudice sera à la charge du titulaire. Il en sera de même pour tous ouvrages ou matériaux insolites rencontrés lors des démolitions.

Au jour fixé pour la réception, les abords et la propriété du maître d'ouvrage sont laissés dans un parfait état de propreté sans gravois, détritiques, matériaux, etc., et parfaitement nivelés.

**Protection des existants :** Le parvis est accolé à d'autres zones. L'entreprise est responsable de la protection des façades et voiries adjacentes qui ne sont pas à démolir.

## 1.4 SECURITE ET PROTECTION

### Sécurité des personnes

Le titulaire veille et a l'obligation de mettre en œuvre conformément aux lois, décrets, circulaires et textes en vigueur toutes les dispositions et règles de sécurité applicables aux chantiers de bâtiments et des travaux publics, notamment relatives :

- à la protection des travailleurs contre les chutes, l'instabilité des installations et engins de chantier, la chute des matériaux et outils, la circulation et manœuvre des engins, des courants électriques, les risques d'éboulement et d'effondrement, etc. (liste non exhaustive)
- aux mesures d'hygiène, de sécurité et de salubrité
- à la limitation du niveau sonore des engins de chantier

Le titulaire définit les principes à mettre en œuvre pour assurer la sécurité du travail :

- l'organigramme détaillé et nominatif du chantier
- l'organisation du contrôle interne
- la description des méthodes de mise en œuvre et des matériaux et matériels utilisés
- la description des contrôles et de l'organisation de ceux-ci
- les points critiques et les points d'arrêt

### Protection des biens

Le titulaire veille à ne pas détériorer les ouvrages existants intérieurs et extérieurs en périphérie de ses travaux.

Le titulaire est pleinement responsable et assuré pour tous dommages causés, par la conduite des travaux ou leur exécution, aux bâtiments et voies contiguës.

Toutes les mesures de sécurité prises par le titulaire, en cours de travaux, doivent faire l'objet d'un accord du maître d'ouvrage.

## 1.5 REALISATION DES TRAVAUX

Tous les travaux sont réalisés et exécutés conformément aux règles de l'Art, aux différents documents contractuels, lois, décrets, arrêtés et leurs circulaires d'application dont les textes sont en vigueur à la date d'établissement des prix.

Du fait de la remise de son offre, le titulaire admet avoir pris connaissance de ces documents et avoir inclus dans ses prix les incidences financières en résultant.

En cas de modification de l'un de ces règlements en cours de travaux, le titulaire informe le maître d'ouvrage dans les plus brefs délais, des incidences éventuelles résultant de l'application de la nouvelle réglementation. Faute de les avoir signalées en temps utile, les modifications nécessaires demandées à la réception, pour mise en conformité avec la nouvelle réglementation sont à la charge du titulaire.

### **Pendant le chantier (Phase d'exécution)**

Ces pièces prouvent que les procédures de sécurité sont respectées en temps réel :

- **Registre de pointage :** Liste des personnes entrant et sortant de la zone de retrait.
- **Fiches d'exposition :** Suivi individuel du temps passé en zone polluée.

- **Analyses d'air (Stratégie de prélèvement)** : Rapports de laboratoire accrédité mesurant la concentration de fibres d'amiante dans l'air (sur les opérateurs et aux abords de la zone).
- **Fiches techniques des produits** : Notamment pour les produits mouillants ou les fixateurs utilisés sur l'amiante.
- La démolition ne peut démarrer qu'après réception des rapports conformes.

#### À la fin du chantier (Phase de réception)

- **BSDA (Bordereau de Suivi des Déchets d'Amiante)** : Signé par l'entreprise, le transporteur et l'installation de stockage (ISDD ou ISDND). C'est la preuve que l'amiante a été éliminée légalement.
- **BSDP (Bordereau de Suivi des Déchets de Plomb)** : Idem pour les éléments contenant du plomb.
- **Rapport de fin de travaux** : Incluant le constat visuel final (pour s'assurer qu'il ne reste aucun résidu).
- **Mesures libératoires** : Le dernier test d'air prouvant que la zone peut être réoccupée par des personnes sans protections (valeur inférieure à 10 fibres/litre).

## 1.6 EXECUTION DES TRAVAUX

### DÉSAMIANTAGE - DÉPLOMBAGE

Le maître d'ouvrage a fait effectuer avant les travaux une recherche de présence d'amiante et de plomb dans tous les matériaux du bâtiment, conformément aux recommandations de la circulaire DRT 98/10 du 5 novembre 1998 (article 1.3).

Les rapports DIAGNOSTIC AMIANTE suivants ont été établis par le cabinet : DIAGAMTER POITIERS

- Rapport N° : Réf. : DIA-JBB02-2511-001

Les principaux ouvrages contenant de l'amiante sont notamment des éléments suivants :

- Conduit vertical rond en fibres-ciment
- Colle plinthe rouge arrondi

Les rapports DIAGNOSTIC PLOMB suivants ont été établis par le cabinet : DIAGAMTER POITIERS

- N° Rapport N° : Réf. : DIA-JBB02-2511-001

Ces rapports sont joints au dossier de consultation.

Les travaux de dépose et d'évacuation des produits et matériaux contenant de l'amiante et du plomb sont réalisés suivant les documents de référence (liste non exhaustive) :

- Le code du travail
- Le code de la santé publique : Article R1334 § 14 à 29 "risque amiante"
- Le code de l'environnement
- Le code de la construction et de l'habitation
- Le principe de précaution et de prévention intégré dans la constitution française
- Les règles de l'art
- Les circulaires référencées sur le site [www.circulaires.gouv.fr](http://www.circulaires.gouv.fr)

La réalisation des travaux de désamiantage prévus dans le présent CCTP doit être conforme à la réglementation amiante en vigueur au jour de la réalisation.

En conséquence, en fonction de son analyse de risques préalables, le titulaire doit respecter toute modification et/ou amélioration des conditions d'exécution de ses travaux évoquées ci-avant vis-à-vis de ses opérateurs, conformément aux articles relatifs aux principes généraux de prévention.

### Définition et catégories de déchets

Les déchets issus du chantier sont traités selon les différentes catégories suivantes :

- Catégorie 1 (K1) : amiante friable.
- Catégorie 2 (K2) : équipements nécessaires au chantier, pollués / contaminés par l'amiante (polyane, filtres, combinaisons...).
- Catégorie 3 (K3) : gravois de chantier contaminés par l'amiante dont le lavage n'est pas possible (briques, isolants...).
- Catégorie 4 (K4) : amiante non friable (fibrociment...).
- Catégorie 5 (K5) : matériaux lisses contaminés lavables (Faux plafonds, épingles de chauffage...) et autres déchets non contaminés.
- Catégorie 6 (K6) : matériaux dangereux (tête de détection ionique) - contraintes spécifiques d'évacuation.
- Catégorie 7 (K7) : déchets de types DEE (tubes fluo, starter...) - contraintes spécifiques d'évacuation

### Déchets dangereux (amiante, plomb, etc.)

Les Bordereaux de Suivi de Déchets Aмиante (BSDA) et les Bordereaux de Suivi de Déchets Industriels (BSDI) devront être préalablement signés par le représentant du maître d'ouvrage dûment qualifié.

Les déchets amiante du chantier seront éliminés par enfouissement en centre de stockage de classe 1 ou 2 en fonction de leur nature.

Les matériaux seront séparés par type de matériaux et grandes familles constituant les déchets issus des travaux (métaux ferreux, gravois, maçonneries, bois, câbles électriques, dalles de sol, métalleries issues des façades, produits verriers issus des façades, Pikal, isolants) suivant la réglementation en vigueur au jour de la passation du marché.

Toute utilisation de goulotte ou sapine est formellement interdite. L'ensemble de l'évacuation des déchets devra se faire obligatoirement par des ascenseurs et monte- charges.

Certains déchets en faible quantité pourront être conditionnés de manière plus traditionnelle dans un premier sac polyéthylène transparent de 250µ d'épaisseur (charge maximale <35kg).

Tous les conteneurs à destination des centres de stockage de classe 1 ou 2, devront être scellés et leurs références reportées dans un document spécifique permettant de contrôler le poids et la nature des matériaux évacués.

Le lieu de stockage intermédiaire appelé « zone d'attente de transfert » sera situé sur une aire spécifiquement créée à l'intérieur de la zone chantier.

L'évacuation des conteneurs se fera de manière régulière, sans être soumise à l'activité du chantier.

Le titulaire de désamiantage transmettra les demandes préalables à l'acceptation du maître d'ouvrage et assurera la gestion administrative.

Les déchets d'amiante friable seront transportés conformément à l'accord européen de transport de matières dangereuses par route (ADR) (déchets de classe 9).

Cette réglementation impose de transmettre au chauffeur à chaque départ de déchet :

- Le document de transport (le bordereau de suivi de déchets amiante BSDA peut faire office de document de transport) dûment renseigné,
- Les consignes de secours,
- L'acceptation du centre de traitement

Et impose au titulaire de vérifier :

- Le certificat de formation du chauffeur,
- La signalisation du camion (plaques orange)

### Déchets Industriels Banals et déchets inertes

Les déchets DIB issus des travaux de pré-curage ou des travaux de curage (après décontamination) seront évacués vers un centre de stockage de classe 2 ou 3. Une procédure de tri sélectif sera mise en place sur l'aire de tri du chantier.

### Déchets Industriels Spéciaux

Les déchets dits dangereux susceptibles d'être présents sur le chantier sont principalement :

- des déchets contenant du PCB : la présence de polychlorobiphényles et polychloroterphényles sont possibles dans les fluides diélectriques des condensateurs des appareils d'éclairage présents sur l'ensemble des niveaux. Ils seront mis en conteneur pour évacuation vers un centre d'inertage.
- des déchets contenant du néon : le néon est essentiellement présent dans les tubes fluorescents des luminaires. Ils seront éliminés conformément au décret du 15 mai 1997.
- des déchets contenant du gaz R-12 : le gaz R-12 communément désigné « fréon » est principalement utilisé comme fluide frigorigène. Ces fluides devront être récupérés par une entreprise spécialisée, à la charge du titulaire de désamiantage.
- des déchets contenant des éléments radioactifs : ces éléments sont éventuellement dans les dispositifs de détection incendie. Ces déchets feront l'objet d'une prise en charge par l'Agence Nationale pour la gestion des Déchets Radioactifs.

La liste des Déchets Industriels Spéciaux sera établie par le titulaire de désamiantage au fur et à mesure de la nature et de l'avancement des travaux.

### Gestion du transport des déchets

Le titulaire de désamiantage devra fournir dans son offre un mémoire faisant état des conditions de transport des déchets par route, et faire état des centres de stockage (amiante et plomb) dédiés qu'il aura retenus pour gérer les déchets issus de l'opération.

Mise à disposition de conteneurs ou semi-remorques

- Le conteneur (ou la semi-remorque) sera taré et numéroté contradictoirement par le titulaire de désamiantage et le transporteur ADR avant sa fourniture.
- Les conteneurs (ou les semi-remorques) seront installés, suivant les cas, dans l'enceinte de la zone de travaux de désamiantage, aux emplacements définis par le maître d'œuvre amiante.

Aucun stockage de déchets contenant de l'amiante à l'extérieur des zones confinées n'est autorisé.

### Chargement des conteneurs ou semi-remorques

Le chargement sera exécuté par le titulaire de désamiantage qui devra procéder :

- au contrôle visuel des sacs avant chargement,
- à la pesée des sacs,
- à la vérification de l'état de propreté du conteneur (ou semi-remorque),
- au chargement dans les conteneurs ou semi-remorques.

### Chargement et enlèvement des conteneurs ou semi-remorques

#### A) Contrôle du chargement

- le chargement sera contrôlé par le transporteur conformément aux prescriptions de chargement définies dans l'arrêté ADR, et selon prescription du bon de commande ou de l'ordre d'enlèvement, notamment les obligations qui leur sont faites à l'article 5 de l'arrêté ADR (vérification de la validité des certificats et des équipements de l'unité de transport, vérification de la validité de l'attestation de formation de conducteur, contenu des documents de bord du véhicule, ...).

- après le chargement complet d'un conteneur (ou semi-remorque), celui-ci est soigneusement fermé, verrouillé et plombé par le titulaire de désamiantage.

B) Enlèvement des conteneurs ou semi-remorques, avant le départ des conteneurs (ou semi-remorques), le titulaire de désamiantage :

- vérifiera les autorisations du transporteur et de la signalétique,
- procédera à la remise au transporteur des bordereaux de suivi de déchets amiante (BSDA) dûment complétés par les parties intéressées.

La date et l'heure de l'intervention d'enlèvement devront être signalées au maître d'ouvrage.

Le type de récipient préconisé pour le transport des déchets par le réseau routier est le conteneur de type « iso conteneur » entièrement métallique ou semi-remorque bâché avec ridelles.

#### Déchets infestés par les termites ou autres insectes xylophage

Le titulaire devra déposer les produits infestés par les termites ou autres insectes xylophage selon le diagnostic déchet.

Ces déchets seront traités conformément à la réglementation en vigueur.

#### Traitement des déchets de démolition

Le titulaire devra prendre en compte le diagnostic déchets avant démolition afin de diminuer le coût de traitement des déchets en renforçant le tri à la source. Le titulaire fournira au maître d'ouvrage, à l'issue des travaux de démolition, un formulaire de récolement relatif aux matériaux en réemploi sur le site ou destiné aux déchets.

#### B) DÉMOLITIONS

La réalisation des démolitions est effectuée après obtention des autorisations par les services compétents.

Les travaux de démolition sont exécutés avec soin, en prenant toutes précautions usuelles et en installant tous dispositifs réglementaires de sécurité. Le titulaire est tenu, avant commencement des travaux, d'avertir les services compétents chargés du contrôle des éléments de sécurité sur le chantier.

Les travaux de démolition doivent respecter :

- le code du travail
- les prescriptions du permis de démolir
- les réglementations locales concernant les démolitions ou, à défaut, les instructions des services publics concernés
- toutes les réglementations concernant la sécurité
- tous les textes relatifs à l'hygiène et à la sécurité sur les chantiers, à la protection de l'environnement, aux limitations des bruits de chantier
- le règlement sanitaire départemental
- la circulaire du 20 Décembre 2006 relative aux installations de stockage de déchets inertes
- NF EN 12810-1 (septembre 2004) : Echafaudages de façade à composants préfabriqués - Partie 1 : spécifications de produits (Indice de classement : P93- 500-1)
- NF EN 12811-1 (août 2004) : Equipements temporaires de chantiers - Partie 1 - échafaudages - Exigences de performance et étude (Indice de classement : P93501-1)

A l'exclusion de l'usage de la boule, du Brise Roche Hydraulique et de l'emploi d'explosifs, les modes de réalisation des démolitions sont laissés à l'initiative du titulaire qui les soumet au maître d'ouvrage. Le titulaire



ne peut élever de réclamation ni prétendre à supplément de prix ou à prolongation du délai contractuel si certains ouvrages ou parties d'ouvrages prévus démolis dans son offre doivent être exécutés par d'autre mode de réalisation.

Il est toutefois formellement spécifié que les méthodes de démolition doivent rester dans le cadre de la réglementation et des instructions qui leur sont données par les services compétents.

Lors de ce choix, le titulaire doit tenir compte qu'il doit assurer dans tous les cas :

- la sécurité du personnel et la sécurité du public,
- l'usage d'un canon à brumisation ou autre si besoin
- la conservation sans dommages des propriétés voisines bâties ou non bâties,
- la protection des ouvrages et constructions conservés contigus ou situés à proximité,
- l'étanchéité des constructions contiguës,
- et toutes autres obligations qui lui sont imposées par les conditions particulières du chantier.

Lors de l'exécution des travaux de démolition, le titulaire doit prendre toutes précautions pour éviter la chute de matériaux ainsi que tout effondrement même partiel pendant la durée des travaux.

Le titulaire doit prévoir les échafaudages, planchers et barrières de garantie, garde- déchets, etc., ainsi que les étalements, étré sillonnements, etc., qui s'avéreront nécessaires pour l'exécution des travaux.

Il doit également, si les conditions météorologiques le rendent nécessaire, prendre toutes les mesures pour éviter des projections de poussières aux abords du chantier.

Il est formellement interdit de brûler sur place des bois ou autres matériaux combustibles en provenance des démolitions. Exception faite, avec arrêté du maire pour les bois infestés de termites et autres insectes xylophages.

Il supportera toutes les conséquences des règlements administratifs, notamment celles qui résultent des règlements de police en vigueur ou à intervenir, qui se rapportent plus particulièrement à la barrière sur rue, au gardiennage du chantier et à la sécurité de la circulation.

La proximité des bâtiments existants, notamment des habitations, oblige le titulaire à réaliser ses travaux à l'aide de moyens engendrant un minimum de poussière, de perturbation et de nuisance acceptables. L'utilisation de marteaux-piqueurs est réduite au maximum, l'utilisation d'une croqueuse ou d'un broyeur hydraulique est privilégiée.

Le titulaire doit respecter les heures d'ouverture du chantier qui lui sont notifiées.

Aucun trouble ne devra être, en dehors de ces heures, apporté à la tranquillité du voisinage.

En tout état de cause, le titulaire est tenu de respecter les modifications des horaires de travail qui pourraient éventuellement lui être imposées en cours de chantier.

Les bruits de chantier ne doivent en aucun cas dépasser les niveaux sonores fixés par la réglementation en vigueur pour le site considéré. À défaut de réglementation municipale, les dispositions de la réglementation générale concernant la limitation des nuisances provoquées par les chantiers de travaux sont strictement applicables.

Dans le cas où, par suite de conditions particulières, même les bruits de chantier maintenus dans les limites autorisées par la réglementation entraîneraient une gêne difficilement supportable pour les occupants des constructions existantes, il pourra être demandé au titulaire de réduire encore le niveau des bruits par des dispositions appropriées. Ces dispositions seraient implicitement comprises dans le prix remis.

Les moyens suivants peuvent être mis en œuvre pour limiter ces nuisances :

- planning d'utilisation des machines en utilisant plusieurs machines en même temps
- planning hebdomadaire des plages horaires particulièrement bruyantes pour prévenir les riverains
- choix du matériel insonorisé

Les seuils suivants devront impérativement être respectés :

- en période diurne, entre 8h30 et 18h00, les ambiances ne doivent pas être dépassées de plus de 5dB(A)

## **1.7 EMPLOI DES CHALUMEAUX ET ARCS ELECTRIQUES**

Compte tenu des risques encourus sont dus :

- avant les travaux : accord préalable du maître d'ouvrage, précisions sur les moyens de protection et les moyens d'alerte
- pendant les travaux : chaque opérateur secondé par un aide
- après les travaux : surveillance 1/2 heure à 1 heure pour la vérification des matériaux portés à température.

## **1.8 GESTION ET VALORISATION DES DECHETS**

L'entreprise titulaire doit organiser le tri sélectif (démarche chantier propre) sur le chantier afin d'assurer les différentes voies d'élimination des déchets en fonction de leur classement, à savoir :

- les déchets inertes (maçonnerie, pierre, plâtre, déchets),
- les déchets industriels banals (métaux ferreux ou non, bois traité, charpente, verre traité, fibres végétales et animales, emballages plastiques, ...),
- les déchets industriels spéciaux ou DTQD (Déchets Toxiques en Quantités Dispersées tels que colles, peintures, acide chlorhydrique, décapants, huiles de décoffrage, ...),
- les tuyauteries plomb.
- Diagnostic Déchets (PEMD) obligatoire

L'enlèvement et les droits de décharge sont à la charge de l'entreprise titulaire.

Les résultats de traçabilité suivante sont impératifs :

- 100% des déchets réglementés
- 100% des déchets non réglementés
- 75% de déchets de chantiers valorisés

Le titulaire fournira obligatoirement les bordereaux de suivi des déchets.

Se référer au diagnostic déchets avant démolition de bâtiments joint au dossier de consultation.

La vente de matériaux sur la voie publique est interdite.

## **2. DESCRIPTION DES TRAVAUX**

Un Responsable Environnement Entreprise est désigné en début de chantier et avant le démarrage des travaux.

Les travaux de démolition sont au RESTAURANT UNIVERSITAIRE MARIE CURIE – CROUS DE POITIERS.

### **2.1 INTERVENTIONS PRELIMINAIRES**

Avant toute intervention, le titulaire devra avoir pris les renseignements d'ordre administratif et technique auprès de services compétents de la mairie et des services concessionnaires (EDF, GDF, Orange, EAU assainissement, etc.) afin d'éviter tout incident.

Le titulaire doit notamment :

- s'assurer de la non occupation des locaux,
- obtenir toutes les autorisations de circulation et d'occupation de voirie nécessaires à la réalisation des travaux,
- vérifier la coupure des réseaux désaffectés (aucun des matériels appartenant aux différents concessionnaires ne devra être enlevé),
- vérifier la portion de réseaux en service et les baliser pour éviter tout incident ou dégradation (en cas de dégradation, leur remise en état et les incidences correspondantes seraient à sa charge),
- etc.

## **2.2 PLAN DE CIRCULATION - STOCKAGE**

Pendant la période de préparation du chantier, le titulaire soumet au maître d'ouvrage un plan de circulation et de cheminement pour l'ensemble des travaux de démolition.

Ce plan général de circulation fera apparaître :

- les accès (entrée et sortie) routiers avec les mesures de sécurité. Ceux-ci seront signalés par des panneaux réglementaires mis en place par le titulaire.

Seront dues :

- toutes les neutralisations de places de stationnement afin de permettre le maximum de visibilité des véhicules au moment des entrées et des sorties du chantier.
- tous marquages et signalisations pour attirer l'attention des usagers de l'espace public et interdire l'accès au chantier.
- le personnel, dont un responsable pour les manœuvres d'entrées et de sorties des engins de chantier.
- les zones de stockage des gravois en fonction des différentes phases de démolition et des types de gravois à évacuer.
- les aires d'attente et de chargement des camions en fonction des différentes phases de démolition.

Le titulaire sera responsable :

- du nettoyage du domaine public sali par le passage des camions et engins,
- de toutes les dégradations constatées aux voiries et trottoirs du domaine public consécutives aux passages manœuvres et stationnement de tous engins et camions.

En cas de réclamation des services de voirie, des services de police ou des riverains, le maître d'ouvrage se réserve le droit de faire procéder aux frais du titulaire aux travaux de nettoyage des chaussées souillées.

## **2.3 CANALISATIONS ET BRANCHEMENTS DIVERS EXISTANTS**

Le titulaire ne peut déposer aucune canalisation ou aucun compteur, de quelque sorte que ce soit, sans avoir reçu les autorisations correspondantes et sans s'être assuré de leur nature et de leur destination et que les coupures (à la charge des concessionnaires) aient bien été effectuées.

En aucun cas, l'alimentation des riverains ne doit être interrompue.

Il doit signaler, en temps utile, toutes demandes ou démarches (éventuelles) nécessaires à faire auprès des administrations par le maître d'ouvrage ou ses représentants.

Le titulaire restera responsable, vis-à-vis des compagnies concessionnaires, de tous les désordres qui seraient occasionnés par l'exécution des travaux.

Il devra en outre, pendant la durée des travaux, signaler tous réseaux ou ouvrages dont l'existence ne serait pas

connue lors de la prise de possession des lieux.

Le titulaire devra inclure, dans ses prestations, la coupure des raccordements aux égouts et leur bouchonnage, de façon qu'aucune remontée ne puisse se produire lorsque les égouts sont en charge.

Les déposes, démolitions ou dévoiements de réseaux sont inclus dans le prix forfaitaire du titulaire.

## **2.4 TRAVAUX DE DEPOSE ET D'EVACUATION DES MATERIAUX AMIANTES**

Ces travaux de dépose s'appliquent aux ouvrages énumérés dans les rapports désignés ci- avant.

Les travaux de retrait des matériaux contenant de l'amiante sont menés suivant l'article ci-avant.

Ces travaux sont exécutés avant les démolitions des bâtiments.

Les produits provenant de ces déposes sont conditionnés et évacués vers des sites de collecte spécialisés.

## **2.5 DEMOLITION DES BATIMENTS ET TERRASSEMENT**

### Curage des locaux et espaces avant démolitions

Déconstruction ou dépose sans réemploi de tous les ouvrages existants.

Travaux exécutés par tous moyens appropriés en fonction des conditions du chantier et de son environnement, avec toutes précautions prises pour ne causer aucun dommage aux ouvrages conservés, y compris tous travaux accessoires nécessaires.

Tous échafaudages, agrès, protections, etc., nécessaires. Compris tous descellements nécessaires effectués avec soins. Descente, sortie et enlèvement hors du chantier de tous les matériaux et déchets.

Tous les matériels et matériaux récupérables seront acquis par le titulaire qui devra les évacuer hors du chantier au fur et à mesure.

### Démolitions

Toutes les précautions seront prises pour éviter les dégagements de nuages de poussière pouvant gêner les riverains et le domaine public (arrosage, démolition par petites parties ...). Les matériaux provoquant des disséminations de poussières sont humidifiés en permanence.

La démolition est effectuée progressivement de haut en bas par hauteur de plancher.

L'usage de la boule, du Brise Roches Hydraulique et des explosifs sont absolument interdits. Le titulaire s'emploie à utiliser des moyens de démolitions du type croqueuse ou broyeur hydraulique.

Au droit des ouvrages conservés, sciage à la scie diamantaire.

Démolition complète des bâtiments y compris toutes fondations et ouvrages enterrés, (liste non exhaustive) longrines, dallages, planchers, poutres, poteaux, murs porteurs et non porteurs, murs de façades, escaliers intérieurs, escaliers extérieurs d'accès au niveau sous-sol, fosses, cuve, parvis.

### Evacuation des produits provenant des curages et des démolitions

Tous les produits et matériaux résultant des curages et démolitions sont la propriété du titulaire à l'exception des matériaux et produits conservés par le maître d'ouvrage.

Les produits dégageant de la poussière pendant leurs manipulations sont humidifiés en permanence.

Les déchets sont triés conformément à l'article 1.8.

Le brûlage des matériaux combustibles est interdit.

Le chargement des produits de curages et démolitions, pour leur évacuation, s'effectue exclusivement à l'intérieur de la zone protégée par la clôture de chantier.

Suivant nécessité, mise en place d'une aire de décrottage des véhicules. Les eaux sont décantées avant rejet aux égouts. (Pas de réseau d'eau usées sur la zone du chantier)

Pour l'accès des véhicules à la zone de démolitions et pour l'évacuation des produits résultants des curages et démolitions, le titulaire respecte les horaires et les itinéraires imposés par le maître d'ouvrage et les services de police. Il adapte le gabarit de ses véhicules à ces itinéraires.

Les véhicules utilisés pour l'évacuation des produits de curage et de démolition sont chargés pour pallier tous risques de chute des produits au cours du transport. Les véhicules transportant des matériaux disséminant des poussières (béton, etc.) sont bâchés et les bâches sont humidifiées suivant nécessité.

Les voies empruntées par les véhicules du chantier sont maintenues à tout moment en parfait état de propreté et ce dans une limite de 100 m dans toutes les directions.

#### Terrassement

Les terrassements seront exécutés mécaniquement par des engins adaptés aux conditions du chantier, volume de terrassements, distance de transport et possibilité d'évolution, nature des sols.

Le titulaire devra organiser le chantier de manière à le débarrasser des eaux de toute nature, à ne pas intercepter les écoulements naturels.

Après achèvement des travaux le titulaire remettra les lieux dans leur état primitif et mettra en place un talutage naturel depuis la limite de terrain.

Les déblais excédentaires ou impropres à leur réutilisation seront évacués en décharge publique. Sont inclus dans cette prestation chargement, déchargement, transport et taxes de la décharge.

#### Limite de démolition

Le titulaire veillera à garder en bon état les limites de parcelles matérialisées par les clôtures actuelles.

#### **CLÔTURE DU MARCHÉ**

Le marché sera considéré comme clos après remise de l'ensemble des documents réglementaires et validation par le maître d'ouvrage.

## **ANNEXE CCTP**

### **Clause de Traçabilité Amiante et Plomb (Modèle)**

#### **Article X : Obligations de traçabilité et de gestion des déchets (Amiante et Plomb)**

**X.1 – Documents préalables :** Le titulaire s'engage à fournir, avant tout début d'exécution, son certificat de qualification **1552** en cours de validité, ainsi que le **Plan de Retrait Amiante (PRAP)** dûment transmis aux organismes officiels (Inspection du Travail, ARS, CARSAT). Le début des travaux est strictement conditionné à l'expiration du délai de carence de 30 jours consécutif à cette transmission.

**X.2 – Suivi de chantier :** Le titulaire devra tenir à la disposition du Maître d'Ouvrage un registre de chantier actualisé comprenant :

- Les rapports de prélèvements atmosphériques (analyses d'air) réalisés par un laboratoire accrédité.
- Le registre de pointage des accès en zone de retrait.
- Les fiches d'exposition des travailleurs.

#### **X.3 – Traçabilité des déchets (Clause financière) :**

La preuve de l'élimination des déchets dangereux constitue une pièce maîtresse du dossier d'ouvrage.

- Le titulaire est tenu de fournir les **Bordereaux de Suivi des Déchets d'Amiante (BSDA)** et de **Plomb (BSDP)**, complétés et signés par l'installation de stockage finale.
- **Retenue de paiement :** Le règlement du solde des travaux (ou de la dernière situation de travaux) est strictement subordonné à la remise du **Dossier de Fin de Travaux** complet, incluant l'ensemble des BSDA/BDSP et les rapports de mesures d'air libératoires (inférieures à 10 fibres/litre).

**X.4 – Responsabilité :** Le titulaire demeure seul responsable de la conformité de l'élimination des déchets selon la réglementation en vigueur. Tout manquement à ces obligations de traçabilité pourra entraîner l'arrêt immédiat du chantier aux frais exclusifs de l'entreprise.